CONVOCAATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 12 avril 2018

Le 4 avril deux mille dix-huit convocation du Conseil Municipal de SAIX, adressée individuellement à chaque Conseiller, pour le douze avril deux mille dix-huit à dix-huit heures trente, sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la séance du 22 février 2018

INSTITUTIONS

- 01 – Election d'un adjoint et nouveau tableau du CM
- 02 – Vote des commissions et information autres représentations

FINANCES

- 03 – Reprise et affectation du résultat, Budget Principal
- 04 – Reprise et affectation du résultat, Budget Transports sur Budget Principal
- 05 – Budget Primitif - Budget Principal
- 06 – Vote des taux d'imposition
- 07 – Subventions
- 08 – Reprise et affectation du résultat, Budget Assainissement
- 09 – Budget Primitif - Budget Assainissement
- 10 – Budget Primitif - Lotissement du Faubourg
- 11 – Budget Primitif - Lotissement du Bosquet
- 12 – DSIL – Bourg centre
- ~~13 – Agence de l'Eau – Bourg centre (reportée)~~
- ~~14 – Leader – Bourg centre (reportée)~~
- 15 – Région - Bourg centre
- 16 – FDT - Bourg centre
- 17 – FDT – Sécurisation écoles

AFFAIRES GÉNÉRALES

- 18 – Elections membres propriétaires de biens fonciers non bâtis - Commission intercommunale d'aménagement foncier
- ~~19 – DECI : convention avec le SIAEP (reportée)~~
- 20 - Modification convention ACTES
- 21 – Indemnité de gardiennage des églises

PATRIMOINE/FONCIER

- 22 – Impasse des écoles, acquisition à M. CAILLOL

DIVERS

Info : mise à jour du PCS

Etat des décisions

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit et le douze avril,

à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Geneviève DURA, Maire.

Présents : Mme DURA, Maire, MM., SORIANO, AMALRIC, CHABBERT, Mmes MALBREL, Adjointes, Mmes BENAZET, BONAVENTURE, DUCEN, ESTEVE, MARTY, FABRES, ORLANDINI, MM. ARMENGAUD, DELSALLE, BELLES, PATRICE, DEFOULOUNOUX, PERES.

Absents excusés : M. CAUQUIL (pouvoir à C. PATRICE), M. THOMAS (pouvoir à JP BELLES, Mme SERENI (pouvoir à Mme DUCEN), M. CLUZEL (pouvoir à Mme MALBREL), Mme CARLIER (pouvoir à Mme DURA)

Secrétaire de séance : M. Frédéric CHABBERT

12 avril 2018

(suite 1)

Objet : Election d'un adjoint

Suite au décès de Mme Marie-José FIORET, 2^{ème} adjoint, et conformément à la loi, c'est le suivant de liste qui intègre le Conseil.

Mme Marybel CARLIER est donc officiellement conseillère municipale depuis le 17 mars 2018.

Un poste d'adjoint est donc vacant, il convient de procéder à son élection.

Conformément à l'article L2122-7 et L2122-7-1, les adjoints sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Un bureau est constitué de 2 assesseurs : Olivier AMALRIC et Francette MARTY

Sont candidats pour le poste :

- Mme Nadine DUCEN

Résultat du 1^{er} tour de scrutin :

- Nbe de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 5
- Nbe de votants (enveloppes déposées) : 18
- Nbe de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
- Nbe de suffrages exprimés : 18
- Majorité absolue : 9

Nadine DUCEN a obtenu : 18 voix (DIX-HUIT VOIX)

Pas de 2nd tour de scrutin.

Est proclamé(e) adjoint(e) et immédiatement installé(e) : Nadine DUCEN

Il/Elle prend rang dans l'ordre de la liste.

Ci-dessous le nouveau tableau du Conseil Municipal.

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL Au 12 avril 2018

NOM	Prénom	Fonction	Date naissance	Date de la plus récente élection
DURA	Geneviève	Maire	09/04/1949	29/03/2014
CAUQUIL	Roger	1 ^{er} Adjoint	29/05/1946	29/03/2014
MALBREL	Dominique	2 ^{ème} Adjointe	05/09/1962	29/03/2014
CHABBERT	Frédéric	3 ^{ème} Adjoint	23/02/1971	29/03/2014
SORIANO	Gérard	4 ^{ème} Adjoint	14/05/1959	29/03/2014
AMALRIC	Olivier	5 ^{ème} Adjoint	06/05/1968	29/03/2014
DUCEN	Nadine	6 ^{ème} adjoint	06/03/1965	29/03/2014
DELSALLE	Maurice	Conseiller Municipal	06/06/1937	29/03/2014
BENAZET	Thérèse	Conseillère Municipale	20/06/1944	29/03/2014
THOMAS	Michel	Conseiller Municipal	10/10/1945	29/03/2014
BELLES	Jean-Pierre	Conseiller Municipal	29/08/1959	29/03/2014
PATRICE	Christian	Conseiller Municipal	21/02/1960	29/03/2014
BONAVENTURE	Caroline	Conseillère Municipale	11/07/1969	29/03/2014
SERENI	Sandrine	Conseillère Municipale	29/12/1974	29/03/2014
ESTEVE	Anne-Marie	Conseillère Municipale	05/02/1951	10/09/2015
MARTY	Francette	Conseillère Municipale	03/07/1950	14/06/2017
CLUZEL	Fabien	Conseiller Municipal	17/04/1971	09/09/2017
CARLIER	Marybel	Conseillère municipale	12/07/1953	17/03/2018
FABRES	Claudine	Conseillère Municipale	07/09/1951	29/03/2014
ORLANDINI	Viviane	Conseillère Municipale	10/12/1952	29/03/2014
ARMENGAUD	Jacques	Conseiller Municipal	13/01/1954	29/03/2014
DEFOULOUNOUX	Gilles	Conseiller Municipal	16/02/1962	29/03/2014
PERES	Philippe	Conseiller Municipal	06/07/1963	29/03/2014

Objet : Réorganisation des commissions et autres représentations

(Mme Claudine FABRES, Mme Viviane ORLANDINI, M. Jacques ARMENGAUD, M. Gilles DEFOULOUNOUX et M. Yves PERES ne prennent pas part au vote)

Le Conseil Municipal a constitué les commissions municipales au cours de la séance du 7 avril 2014.

Il convient de procéder à la réélection des membres de plusieurs commissions car plusieurs sièges sont vacants.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales – alinéa 3 – le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, de voter à main levée.

Commission Finances

Un poste est à pourvoir. Un candidat se présente : M. Jean-Pierre BELLES

M. Jean-Pierre BELLES est élu par 18 voix POUR – 0 voix CONTRE

La Commission Finances est désormais constituée de :

- Christian PATRICE (Vice-Président),
- Roger CAUQUIL,
- Frédéric CHABBERT,
- Olivier AMALRIC,
- Jacques ARMENGAUD,
- Jean-Pierre BELLES,

Commission Sociale

Un poste est à pourvoir.

La Vice-Présidence sera désormais assurée par l'adjointe nouvellement élue.

Un seul candidat se présente : Mme Marybel CARLIER

Mme Marybel CARLIER est élue par 18 voix POUR – 0 voix CONTRE

La Commission Sociale est désormais constituée de :

- Nadine DUCEN (Vice – Présidente),
- Thérèse BENAZET,
- Maurice DELSALLE,
- Dominique MALBREL,
- Claudine FABRES,
- Marybel CARLIER

Commission Culture

Mme Nadine DUCEN, souhaite se retirer de cette commission.

Un poste est à pourvoir.

Un seul candidat se présente : Mme Marybel CARLIER.

Mme Marybel CARLIER est élue par 18 voix POUR – 0 voix CONTRE

La Commission Culture est désormais constituée de :

- Michel THOMAS (Vice-Président),
- Anne-Marie ESTEVE,
- Thérèse BENAZET,
- Jacques ARMENGAUD,
- Sandrine SERENI,
- Marybel CARLIER.

Election d'un membre élu du CCAS

Un siège est à pouvoir au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action sociale. Mme Marybel CARLIER se présente. Ce vote a lieu à scrutin secret.

Mme Marybel CARLIER a recueilli 18 suffrages

Le CCAS est désormais constitué, parmi les membres élus de : Mme Nadine DUCEN, Mme Thérèse BENAZET, M. Jean-Pierre BELLES, Mme Dominique MALBREL, Mme Viviane ORLANDINI, M. Philippe PERES, Mme Francette MARTY, Mme Marybel CARLIER.

Pour information,

1° le délégué de la commune de Saix au SDET est Roger CAUQUIL, son suppléant est Maurice DELSALLE.

2° les délégations du Maire aux adjoints et conseillers délégués (par arrêtés du maire) sont :

M. Roger CAUQUIL	1 ^{er} adjoint	Travaux/Urbanisme
Mme Dominique MALBREL	2 ^{ème} adjoint	Associations/Animations
M. Frédéric CHABBERT	3 ^{ème} adjoint	Affaires scolaires/Communication
M. Gérard SORIANO	4 ^{ème} adjoint	Patrimoine et cadre de vie
M. Olivier AMALRIC	5 ^{ème} adjoint	Réseaux/SIG/DECI
Mme Nadine DUCEN	6 ^{ème} adjoint	Affaires sociales
M. Michel THOMAS	Conseiller délégué	Culture
M. Christian PATRICE	Conseiller délégué	Mutualisation
M. Jean-Pierre BELLES	Conseiller délégué	Sport/Enfance-Jeunesse

3° Les délégués communautaires sont : Mme Geneviève DURA, M. Roger CAUQUIL, M. Christian PATRICE, Mme Nadine DUCEN, M. Jacques ARMENGAUD

En application de l'article L. 273-10 du Code électoral, « Lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est remplacé par le candidat de même sexe, élu conseiller municipal suivant sur la liste des candidats au conseil communautaire (sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu).

Au cas où cette liste est épuisée, le remplacement est assuré par le premier conseiller municipal de même sexe, élu sur la liste au conseil municipal et n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire. »

Pour rappel, Mme Thérèse BENAZET, avait démissionné du poste de conseillère communautaire à l'installation du Conseil Municipal lors de la séance du 29 mars 2014.

Mme Dominique MALBREL intègre donc le conseil communautaire.

Les représentants de la commune de Saïx aux commissions intercommunales sont :

Finances	Christian PATRICE
Développement économique	Roger CAUQUIL
Tourisme	Geneviève DURA
Environnement	Gérard SORIANO
Urbanisme	Roger CAUQUIL/Jacques ARMENGAUD
Petite enfance/Enfance-Jeunesse	Jean-Pierre BELLES
Voirie	Gérard SORIANO/Olivier AMALRIC
Culture	Geneviève DURA/Michel THOMAS
Communication	Frédéric CHABBERT
Sport/Loisirs/Nature	Geneviève DURA/Jean-Pierre BELLES

Objet : BUDGET PRINCIPAL - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT 2017

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter le résultat excédentaire cumulé de la section de fonctionnement qui apparaît au Compte Administratif 2017 du budget principal de la Commune pour un montant de **489 776,51 €**.

La section d'investissement présente un déficit de 202 231,97 €.

Les restes à réaliser s'élèvent à 205 267,39 € en dépenses et 145 718,35 € en recettes.

Il est proposé d'affecter :

- 350 000,00 € en réserves au compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés »
- 139 776,51 € en report de fonctionnement au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté »

**SUR PROPOSITION DE MME LE MAIRE LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :**

**(5 contre : Mme FABRES, Mme ORLANDINI, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX
et M. PERES)**

- **DÉCIDE** l'affectation suivante du résultat excédentaire cumulé de la section de fonctionnement qui s'élève 489 776,51 € :
 - 350 000,00 € en réserves au compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés".
 - 139 776,51 € en report de fonctionnement au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté »
- **DIT** que cette affectation est reprise au Budget primitif du budget principal, exercice 2018.

Objet : BUDGET ANNEXE - « TRANSPORTS SCOLAIRES » REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT 2017

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter le résultat excédentaire cumulé de la section d'exploitation qui apparaît au Compte Administratif 2017 du budget annexe « Transports Scolaires » de la Commune pour un montant de **4 785,15 €**.

La section d'investissement présente un excédent de 106 211,98 €.

Il n'y a pas de restes à réaliser sur ce budget.

Le budget Transports a été clôturé par délibération n° 2017-050 du 12 octobre 2017. Il convient de reprendre son résultat au budget primitif du budget principal.

Il est proposé d'affecter :

- 0 € en réserves au compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés »
- 4 785,15 € en report d'exploitation, en recettes, au compte 002 « Résultat de la section d'exploitation reporté »

**SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE
ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ A L'UNANIMITÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- **DÉCIDE** l'affectation suivante du résultat excédentaire cumulé de la section d'exploitation qui s'élève à **4 785,15 €** en report de fonctionnement, en recettes, au compte 002 « Résultat de la section d'exploitation reporté »
- **DIT** que cette affectation est reprise au budget primitif du budget « Principal », exercice 2018.
- **DIT que** cette affectation s'ajoute aux résultats reportés du budget principal, ainsi les affectations sont les suivantes :
 - 144 561,66 € (139 776,51 € + 4 785,15 €) au compte 002,
 - 96 019,99 € (202 231,97 € - 106 211,98 €) au compte 001.

Objet : BUDGET PRINCIPAL - BUDGET PRIMITIF 2018

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu l'avis de la Commission des Finances du 29/03/2018,

Madame le Maire présente au Conseil municipal le projet de budget 2018 :

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	2 330 000,00 €	2 330 000,00 €
Investissement	1 390 000,00 €	1 390 000,00 €
Dont RAR	203 737,39 €	145 718,35 €
TOTAL	3 873 680,00 €	3 873 680,00 €

Le Conseil municipal est invité à approuver le Budget primitif de la commune pour l'exercice 2018, arrêté en mouvements budgétaires de la manière suivante :

- En section de fonctionnement, à la somme de 2 330 000,00 €
- En section d'investissement, à la somme de 1 390 000,00 €

Soit au total à la somme de 3 720 000,00 €

12 avril 2018

(suite 6)

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :**

**(5 contre : Mme FABRES, Mme ORLANDINI, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX
et M. PERES)**

➤ **APPROUVE** le budget primitif 2018 tel que présenté.

Christian PATRICE expose le détail par chapitre des inscriptions budgétaires

Les mesures gouvernementales qui sont expérimentées sur certains territoires ne s'appliquent pas encore à Saïx mais si c'était le cas, on répond à la demande.

La capacité d'investissement est de 700 000 €

Philippe PERES : une majoration des dépenses et une minoration des recettes, il faut être modeste quand on annonce des excédents, c'est fictif

Christian PATRICE : c'est réel, la capacité de financement est réelle, on gère en bon père de famille. Si on regarde les finances de la CCSA, on aura des problèmes dans les années à venir pour boucler le budget.

A Saïx, l'investissement maximum c'est 800 000 € sur une année.

Philippe PERES : ça reste fictif

Jacques ARMENGAUD : il s'agit d'un effet de chiffres, 700 000 € c'est sur 2 ans. On ne peut pas dire cela à la population ici présente. 350 000 € c'est acquis, résultat 2016 mais pas pour 2017

Christian PATRICE : parlons des taux d'imposition, on propose de ne pas les augmenter cette année

Gilles Defoulounoux : c'est cher 76 000 € un polybenne, c'est trop cher.

Directrice Générale des Services : le polybenne a coûté 43 380 €, il était en reste à réaliser et l'ouverture des nouveaux crédits s'élève à 33 100 € pour l'acquisition d'un véhicule au service technique et d'un tracteur tondeuse (remplacement avec reprise de l'ancien). A chaque fois qu'un gros matériel doit être remplacé, les services étudient les prix d'acquisition, de location ou location avec option d'achat. Il y a une mise en concurrence systématique de divers fournisseurs, tel que cela a été étudié par la commission environnement.

Jacques ARMENGAUD : je remercie les services pour l'effort fourni pour le détail, le bus est inscrit et nous nous en réjouissons car c'est un service au citoyen

Christian PATRICE : le car sert au départ pour le transport scolaire. Nous étudions la possibilité d'une mutualisation du car de la Communauté des Communes du Sor et de l'Agout qui ne s'en sert pas pendant la période scolaire, à l'inverse de nos besoins. On inscrit par précaution le renouvellement du car en investissement, si ce conventionnement avec la C.C.S.A ne donnait pas satisfaction.

Jacques ARMENGAUD : sur la globalité du budget, nous avons des réserves, ça ne veut pas dire qu'on s'oppose à tout

Une question, est-ce que le Maire est intervenu à l'acte de vente du fonds de commerce ?

Philippe PERES : effectivement, il pourrait y avoir une clause concernant le déménagement de l'épicerie

Geneviève DURA : NON, l'essentiel c'est que ce commerce fonctionne

Christian PATRICE : la dette de la commune est de 232 € par habitant, elle peut s'éteindre au bout d'un an et demi. La moyenne régionale de la dette est de 734 €.

Jacques ARMENGAUD : oui mais la dette se rapporte à ce qu'il reste à faire

Christian PATRICE : même en empruntant pour les travaux à venir, la situation resterait somme toute assez confortable. Par ailleurs, nous venons d'obtenir 30 % de DETR sur les dossiers présentés par la commune, encore une fois, c'est une gestion en bon père de famille.

Jacques ARMENGAUD : c'est de l'argent public, on ne l'utiliserait pas de la même façon. Pour le bourg centre, tel que l'a souligné Mathias COTTEREAU, il aurait fallu commencer par la place Jean Jaurès et poursuivre vers la périphérie plutôt que commencer par la voirie.

Christian PATRICE : il y a des réseaux, on part du bas et on arrive à la place pour le raccordement

Et pour le pluvial 1200, on en est où ?

Olivier AMALRIC : nous avons repris contact avec le maître d'œuvre qui s'était occupé des inondations, on réalise prochainement des sondages sur le terrain, il faut actualiser le dossier de loi sur l'eau mais c'est en bonne voie.

Objet : VOTE DES TAUX D'IMPOSITION POUR L'EXERCICE 2018

- Vu l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts,
- Vu la Commission des Finances du 29/03/2018,

Madame le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les taux d'imposition directe pour l'exercice 2018.

Il a été proposé de ne pas augmenter les taux d'imposition « ménages » pour l'exercice 2018 :

Taxes	RAPPEL 2017			PROPOSITION 2018		
	Bases effectives	Taux	Produits	Bases prévisionnelles	Taux	Produits
TH	4 420 928	10,48 %	463 313 €	4 551 000	10,48 %	476 945 €
TFB	2 911 511	17,97 %	523 199 €	2 975 000	17,97 %	534 608 €
TFNB	42 792	78,49 %	33 587 €	41 700	78,49 %	32 730 €
TOTAL			1 020 099 €			1 044 283 €
	<i>Réellement perçu</i>		1 021 531 €			

SUR PROPOSITION DE MME LE MAIRE

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :

(5 contre : Mme FABRES, Mme ORLANDINI, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX et M. PERES)

➤ **APPROUVE** les taux d'imposition suivants pour l'année 2018 :

- **Taux de la taxe d'habitation :** **10,48%**
- **Taux de la taxe sur le foncier bâti :** **17,97 %**
- **Taux de la taxe sur le foncier non bâti :** **78,49 %**

Philippe PERES : nous voterons contre

Par rapport aux annonces dans la presse, il y a bien eu une augmentation des taux en 2016, contrairement à ce qui a été écrit.

Christian PATRICE : je regrette qu'à la C.C.S.A, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères n'ait pas été augmentée. L'objectif était l'équité de service sur l'ensemble du territoire à coût identique. Il faut avoir une marge de manœuvre en vue des investissements à Trifyl qui entraîneront une hausse de la capitation.

Philippe PERES : est-ce que vous vous engagez à baisser la taxe foncière si la T E O M augmente ?

Christian PATRICE : ce n'est pas le débat. Aujourd'hui il y a une recentralisation des pouvoirs, les associations des villes de France sont debout. Les élus communaux n'auront plus la main. Il est possible que la taxe foncière des départements soit transférée aux communes mais celle-ci n'est pas équitable. Il faut une révision des valeurs locatives sur les locaux d'habitation, et ce n'est pas gagné.

Jacques ARMENGAUD : tu t'éloignes de la délibération la T E O M c'est le prix d'un service, la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière sont des contributions citoyennes, deux choses différentes. L'année dernière, on a fait croire que les impôts n'augmentaient pas.

Christian PATRICE : la T E O M est rattachée à la Taxe Foncière. Si c'était une Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères, ce serait en fonction du poids collecté, pourquoi pas ? Dans le cas d'une R E O M, la collectivité se charge du recouvrement et non les services des impôts, ce qui apporte une difficulté, surtout avec la disparition du comptable.

12 avril 2018

(suite 8)

OBJET : SUBVENTIONS ALLOUEES AUX ASSOCIATIONS

(M. Gilles DEFOULOUNOUX ne prend pas part au vote)

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la commission aux associations du 8 mars 2018,

Madame le Maire propose d'approuver le montant des subventions accordé aux différentes associations selon la liste ci-annexée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :

(4 contre : Mme FABRES, Mme ORLANDINI, M. ARMENGAUD, et M. PERES)

- **DECIDE** d'attribuer aux associations de la commune les montants de subvention ci-annexés,
- **DIT** que les crédits sont inscrits en Section de Fonctionnement, à l'article 65748 « Subventions de fonctionnement aux associations », pour un montant total de 115 000,00 €,
- **PRECISE** que les subventions allouées seront versées après présentation à la commune des pièces justificatives obligatoires.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

	BP2017	BP2018	BP2019
Associations sportives			
Rugby Sor Agout XV	5500	5500	
Rugby Sor Agout XV challenge	500	500	
Rugby Sor Agout objectif féd 3	1000	1000	
Saix Sémalens Foot	5500	5500	
Amicale pétanque saïxols	700	700	
Ecole Rugby	700	700	
Ecole foot	700	700	
Amicale chasseurs saïxols	500	400	
Tennis club	700	700	
Tennis club subv except	130		
Shiro Tora Kuragu	200	250	
Sous total associations sportives	16130	15950	
Associations culturelles, festives patriotiques et des aînés			
MJC SAIX	14100	14100	
MJC SAIX dévelop poste animation	8400	8400	
MJC SAIX action culturelle	1500	1500	
MJC MAD chantiers séjours	2772		
MJC except festival chorales	300		
Fédération régionale MJC	55339	56510	
ADMR	1100	1100	
Comité fêtes Longuegineste	1300	1300	
Comité fêtes Saix	1200	1200	
MJC Longuegineste	1000	1500	
MJC Longuegineste - action	500		
Familles rurales	200	200	
Les mains ont la parole	200	200	
Génération mouvements	200	200	
Caisse secours personnel	4000	4000	
ARCESPS	300	300	
Fleur de Pastel	250	250	
Jardins familiaux saïxols	200	200	
CPN Lorient			
Rêve et création	200	250	
Shiwa			
Les Gazelles		200	
Sous total associations culturelles	93061	91410	
Associations scolaires			
Amicale anciens Colombière	150	150	
APEL Colombière	200	200	
APE Ecole Longuegineste	200	200	
APE Ecole Toulouse Lautrec	200	200	
Coop scolaire Toulouse Lautrec	540	540	
Coop scolaire Longuegineste	300	300	
Coop scol Longuegineste subv ex	180		
Sous total associations scolaires	1770	1590	
Enveloppe à affecter	4039	6050	
TOTAL SUBVENTIONS	115000	115000	

12 avril 2018

(suite 10)

Philippe PERES : ce serait bien d'avoir un tableau faisant apparaître également les demandes. Sinon rien de nouveau, nous ne sommes pas favorables à l'augmentation exponentielle du montant pour la fédération M J C

*Gilles Defoulounoux : je ne participerais pas au vote car je suis président d'association subventionnée
Une remarque concernant notre travail en commission : certaines associations ne donnent aucun justificatif, il faudrait plus d'explications*

Jacques ARMENGAUD : le montant donné aux associations culturelles n'est pas justifié car on a pas les retombées sur la commune, donc la politique n'est pas adaptée. Aux spectacles de la MJC, les Saïxols n'y sont pas.

Geneviève DURA : ça dépend des spectacles, il ne faut pas généraliser

Christian PATRICE : ça va plus loin que les spectacles, c'est le reflet de la population

Claudine FABRES : c'est que l'offre est trop importante, il y en a trop dans toutes les communes

Jean-Pierre BELLES : le tableau est mal libellé selon moi (ex : caisse de secours n'a rien à voir avec la culture), pour la M J C il s'agit surtout d'action culturelle et jeunesse

Jacques ARMENGAUD : au précédent budget déjà, nous proposons de prendre 1/3 du salaire du directeur, nous considérons que c'est un poste de centralité qui n'est pas adapté à la commune de Saïx

Geneviève DURA : Je fais remarquer qu'à Puylaurens, qui à moins d'habitants que Saïx désormais, paye un poste de directeur et un poste d'animateur.

Jacques ARMENGAUD : oui mais Puylaurens a des recettes de centralité

Christian PATRICE : je reviens au budget et j'aimerais connaître votre position concernant la ligne voirie, qui mentionne une participation de la commune de Saïx à la réfection du chemin de Puech Bertou.

Gilles DEFOULOUNOUX : si c'est pour le bien de la commune, je suis 100 % pour

Viviane ORLANDINI : pour les coopératives scolaires, pourquoi une si grande différence ? Quand on voit le budget d'une des coopératives, on peut s'interroger sur la nécessité d'attribuer une telle subvention

Frédéric CHABBERT : on regarde le budget mais pas les avoirs. Les subventions sont fonction du nombre d'élèves.

Viviane ORLANDINI : mais c'est choquant quand même, il y a beaucoup d'argent en caisse, il faudrait leur faire comprendre que la participation communale n'est pas un acquis

Jean-Pierre BELLES : il y a moins de projet dans les écoles. On s'est aperçu du fort succès de la sortie neige (action jeunesse), on a refusé beaucoup d'enfants car ces sorties ne se font plus au niveau scolaire

Frédéric CHABBERT : ce n'est pas à la commune de se préoccuper des avoirs de la coopérative c'est aux parents, surtout que les enseignants leur demandent de payer des fournitures, alors que la commune délivre une participation à cet effet.

Christian PATRICE : il y a une enveloppe restant à affecter si des projets émergent en cours d'année

Philippe PERES quitte le conseil après le vote de cette délibération

Objet : BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »- REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT 2017

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter le résultat excédentaire cumulé de la section d'exploitation qui apparaît au Compte Administratif 2017 du budget annexe « Assainissement » de la Commune pour un montant de **173 774,27 €**.

La section d'investissement présente un excédent de 157 457,68 €.

Il n'y a pas de restes à réaliser.

Il est proposé d'affecter :

➔ **100 000,00 €** en réserve au compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés »

➔ **73 774,27 €** en report d'exploitation, en recettes, au compte 002 « Résultat de la section d'exploitation reporté »

**SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE
ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ A L'UNANIMITÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL,**

➤ **DÉCIDE** l'affectation suivante du résultat excédentaire cumulé de la section d'exploitation :

- 100 000,00 € en réserve au compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés »
- 73 774,27 € en report d'exploitation, en recettes, au compte 002 « Résultat de la section d'exploitation reporté »

➤ **DIT** que cette affectation est reprise au budget primitif du budget « Assainissement », exercice 2018

Objet : BUDGET « ASSAINISSEMENT » - BUDGET PRIMITIF 2018

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2311-1 et suivants,
- Vu la commission des Finances qui s'est tenue le 29/03/2018

Madame le Maire présente au Conseil municipal le projet de budget 2018 « Assainissement » :

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Exploitation	263 000,00 €	263 000,00 €
Investissement	300 000,00 €	472 902,98 €
TOTAL	563 000,00 €	735 902,98 €

Le Conseil municipal est invité à approuver le Budget primitif du budget « Assainissement » pour l'exercice 2018, arrêté en mouvements budgétaires de la manière suivante :

- En section de fonctionnement, à la somme de 263 000,00 €
- En section d'investissement, à la somme de 300 000,00 € en dépenses et 472 902,98 € en recettes

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

➤ **APPROUVE** le budget primitif 2018 du budget « Assainissement » tel que présenté.

Objet : BUDGET « LOTISSEMENT DU FAUBOURG » - BUDGET PRIMITIF 2018

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2311-1 et suivants,
- Vu la commission des Finances qui s'est tenue le 29/03/2018,

Madame le Maire présente au Conseil municipal le projet de budget 2018 « Lotissement du Faubourg » :

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	26 000,00 €	35 000,00 €
Investissement	25 852,12 €	26 000,00 €
TOTAL	51 852,12 €	61 000,00 €

Le Conseil municipal est invité à approuver le Budget primitif du budget «Lotissement du Faubourg» pour l'exercice 2018, arrêté en mouvements budgétaires de la manière suivante :

- En section de fonctionnement, à la somme de 26 000,00 € en dépenses et 35 000,00 € en recettes
- En section d'investissement, à la somme de 25 852,12 € en dépenses et 26 000,00 € en recettes.

Soit au total à la somme de 51 852,12 € en dépenses et 61 000,00 € en recettes.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** le budget primitif 2018 du budget « Lotissement du Faubourg » tel que présenté.

Objet : BUDGET « LOTISSEMENT DU BOSQUET » – BUDGET PRIMITIF 2018

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2311-1 et suivants,
- Vu la commission des Finances qui s'est tenue le 29/03/2018,

Madame le Maire présente au Conseil municipal le projet de budget 2018 « Lotissement du Bosquet » :

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	280 000,00 €	280 000,00 €
Investissement	280 000,00 €	280 000,00 €
TOTAL	560 000,00 €	560 000,00 €

Le Conseil municipal est invité à approuver le Budget primitif du budget «Lotissement du Bosquet», pour l'exercice 2017, arrêté en mouvements budgétaires de la manière suivante :

- En section de fonctionnement, à la somme de 280 000,00 €
- En section d'investissement, à la somme de 280 000,00 €

Soit au total à la somme de 560 000,00 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** le budget primitif 2018 du budget « Lotissement du Bosquet » tel que présenté.

Objet : DSIL 2018– Requalification du Bourg centre- 1^{ère} tranche

La collectivité s'est engagée dans la requalification du centre bourg de la commune.

Les travaux envisagés comprennent la mise en séparatif des réseaux assainissement eaux usées et eaux pluviales, la réfection de la voirie, l'aménagement urbain et des espaces verts.

De façon plus générale, ces travaux participent d'une réflexion globale concernant la dynamique du Bourg centre en terme économique, social, environnemental et d'habitat.

Le coût global de ce projet s'élève à environ 3 300 000,00 €, comprenant la réfection des rues Toulouse Lautrec et de Viviers-les-Montagnes, la construction de l'épicerie et l'aménagement de la place du 14 Juillet ; et plus de 4 millions d'euros en incluant la réhabilitation de la mairie ainsi que la réfection de la place Jean Jaurès.

La tranche ferme de travaux engagée pour l'année 2018 se décompose comme suit :

- terrassement généraux et voirie : 433 000,00 € dont la mise en œuvre de matériaux qualitatifs au niveau des trottoirs et des bordures,
- réseaux humides : 645 650,00 €
- espaces verts : 46 000,00 €
- mobilier urbain : 72 900,00 €
- éclairage public : inconnu (part restant à charge de la commune après participation du SDET) avec le remplacement des ballons fluo par des dispositifs à LED.

Soit un total pour cette tranche de : 1 197 550,00 € hors éclairage public.

A cela s'ajoute les frais de maîtrise d'œuvre et mission annexe.

Il est donc proposé de solliciter auprès des services de l'Etat dans le Tarn, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local la somme la plus élevée possible.

**CET EXPOSÉ ENTENDU, ET SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :
(1 contre : Mme ORLANDINI)
(3 abstentions : Mme FABRES, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX)**

- **SOLLICITE** auprès des services de l'Etat, une subvention au titre du DSIL la plus élevée possible ;
- **DONNE** pouvoir à Madame le Maire pour signer toutes les pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif du Budget Principal 2018, en section d'investissement, chapitre 23 « Immobilisations en cours »

Objet : Dispositif régional Bourg centre – Requalification du Bourg centre - 1^{ère} tranche

La collectivité s'est engagée dans la requalification du centre bourg de la commune.

Les travaux envisagés comprennent la mise en séparatif des réseaux assainissement eaux usées et eaux pluviales, la réfection de la voirie, l'aménagement urbain et des espaces verts.

De façon plus générale, ces travaux participent d'une réflexion globale concernant la dynamique du Bourg centre en terme économique, social, environnemental et d'habitat.

Le coût global de ce projet s'élève à environ 3 300 000,00 €, comprenant la réfection des rues Toulouse Lautrec et de Viviers-les-Montagnes, la construction de l'épicerie et l'aménagement de la place du 14 Juillet ; et plus de 4 millions d'euros en incluant la réhabilitation de la mairie ainsi que la réfection de la place Jean Jaurès.

La tranche ferme de travaux engagée pour l'année 2018 se décompose comme suit :

- terrassement généraux et voirie : 433 000,00 € dont la mise en œuvre de matériaux qualitatifs au niveau des trottoirs et des bordures,
- réseaux humides : 645 650,00 €
- espaces verts : 46 000,00 €

- mobilier urbain : 72 900,00 €
 - éclairage public : inconnu (part restant à charge de la commune après participation du SDET) avec le remplacement des ballons fluo par des dispositifs à LED.
- Soit un total pour cette tranche de : 1 197 550,00 € hors éclairage public.
A cela s'ajoute les frais de maîtrise d'œuvre et mission annexe.

Il est donc proposé de solliciter auprès des services de la région Occitanie, au titre du dispositif Bourg centre la somme la plus élevée possible.

CET EXPOSÉ ENTENDU, ET SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :

(1 contre : Mme ORLANDINI)

(3 abstentions : Mme FABRES, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX)

-
- **SOLLICITE** auprès des services de la région Occitanie, au titre du dispositif Bourg centre la somme la plus élevée possible ;
- **DONNE** pouvoir à Madame le Maire pour signer toutes les pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif du Budget Principal 2018, en section d'investissement, chapitre 23 « Immobilisations en cours »

Objet : FDT- Requalification du Bourg centre

La collectivité s'est engagée dans la requalification du centre bourg de la commune.

Les travaux envisagés comprennent la mise en séparatif des réseaux assainissement eaux usées et eaux pluviales, la réfection de la voirie, l'aménagement urbain et des espaces verts.

De façon plus générale, ces travaux participent d'une réflexion globale concernant la dynamique du Bourg centre en terme économique, social, environnemental et d'habitat.

Le coût global de ce projet s'élève à environ 3 300 000,00 €, comprenant la réfection des rues Toulouse Lautrec et de Viviers-les-Montagnes, la construction de l'épicerie et l'aménagement de la place du 14 Juillet ; et plus de 4 millions d'euros en incluant la réhabilitation de la mairie ainsi que la réfection de la place Jean Jaurès.

Il est donc proposé de solliciter auprès des services du Conseil Départemental du Tarn, au titre du Fonds de Développement Territorial la somme la plus élevée possible.

CET EXPOSÉ ENTENDU, ET SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ :

(1 contre : Mme ORLANDINI)

(3 abstentions : Mme FABRES, M. ARMENGAUD, M. DEFOULOUNOUX)

- **SOLLICITE** auprès des services du Conseil Départemental du Tarn, au titre du Fonds de Développement Territorial la somme la plus élevée possible ;
- **DONNE** pouvoir à Madame le Maire pour signer toutes les pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif du Budget Principal 2018, en section d'investissement, chapitre 23 « Immobilisations en cours »

Objet : FDT 2018 – Sécurisation et aménagements aux écoles

- Vu l'avis de la commission scolaire en date du 4 janvier 2018 ;
- Vu l'avis de la commission des finances en date du 29/03/2018 ;

Au regard des divers plans Vigipirate édictés ces derniers mois, il est apparu nécessaire de renforcer la sécurité aux alentours et à l'intérieur des établissements scolaires prioritairement.

L'école Toulouse-Lautrec accueille environ 185 élèves et depuis cette année plus de 200, avec l'ouverture d'une huitième classe. La problématique des accès de cet établissement est au cœur des préoccupations, avec l'accueil d'élèves tant de classes élémentaires que de maternelles.

Pour sécuriser ses accès, la collectivité a envisagé plusieurs solutions :

- l'installation de portails avec gâches électriques contrôlées par des visiophones, permettant ainsi de filtrer toute entrée ou sortie de l'établissement côté maternelles et côté élémentaires ;
- l'installation d'un système d'alarme anti-intrusion ;

L'école de Longuegineste accueille plus de 75 élèves par an. L'entrée de cette école se fait directement sur la voie publique. Cet accès est donc dangereux, compte tenu de la circulation de cette rue aux heures d'entrée et de sortie de l'établissement.

Cet accès a été sécurisé avec la pose de barrières, nécessaires pour se conformer aux directives de l'Etat, notamment au regard du plan Vigipirate mais les difficultés demeurent.

La collectivité a engagé une réflexion depuis de nombreuses années pour trouver une solution à cette dangerosité. La sécurisation de l'entrée est envisagée en repositionnant le mur de clôture en retrait de la chaussée afin d'éviter l'attente des parents sur la voirie.

Cette solution a pour conséquence de supprimer de l'espace pour la cour de récréation.

Ainsi, il a semblé opportun d'envisager la création d'un espace récréatif à l'arrière du bâtiment (espace sous utilisé à l'heure actuelle), cet espace accueillerait un terrain multisport mais également les jeux d'enfants qui existaient dans l'ancienne cour.

Cette opération a été évaluée à un montant de 80 000,00 € HT.

Il est donc proposé de solliciter auprès du Conseil Départemental, au titre du Fonds de Développement Territorial, la somme de 16 000,00 €, représentant 20 % de l'opération.

**CET EXPOSÉ ENTENDU, ET SUR PROPOSITION DE MADAME LE MAIRE,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **SOLLICITE** auprès des services du Département, un FDT de 16 000,00 €, représentant 20 % de la base subventionnable ;
- **DONNE** pouvoir à Madame le Maire pour signer toutes les pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au Budget Primitif du Budget Principal 2018, en section d'investissement, chapitre 23 « Immobilisations en cours »

Objet : Elections des propriétaires membres de la CIAF

Madame le Maire fait connaître que par lettre du 8 mars 2018, le Président du Conseil Départemental du Tarn l'a invité à faire procéder par le conseil municipal à l'élection des

propriétaires, exploitants ou non, appelés à siéger au sein de la commission intercommunale d'aménagement foncier de SAIX, SOUAL, CAMBOUNET-SUR-LE-SOR ET VIVIERS-LES-MONTAGNES, commission instituée dans le cadre du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse.

L'avis invitant les candidats à se faire connaître a été affiché en mairie, le 20 mars, soit plus de quinze jours avant ce jour et a été inséré dans le journal « La Dépêche » du 31 mars 2018.

S'est porté candidats, en début de séance du Conseil Municipal le propriétaire ci-après :

- M. Henri BLANC

- qui est de nationalité française ou assimilé d'après les conventions internationales, jouit de ses droits civiques, a atteint l'âge de la majorité et possède des biens fonciers non bâtis sur le territoire de la commune.

Aucun conseiller municipal ne s'est porté candidat, en séance,

La liste des candidats est donc ainsi arrêté :

- M. Henri BLANC

Il est alors procédé à l'élection, dans les conditions fixées par l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'alinéa 3 de ce même article, l'unanimité des membres du Conseil souhaite procéder à un vote à main levée.

Le nombre de votants étant de 22,

la majorité requise est de 12 voix.

A obtenu au premier tour :

- M. Henri BLANC 22 voix

Compte tenu des voix recueillies, M. BLANC

Est élu membre titulaire.

Objet : Autorisation d'occupation du domaine public pour l'abribus de la place du Rivet

Madame le Maire expose à l'assemblée que la commune dispose d'un point d'arrêt équipé en abribus par la Département du Tarn, situé place du Rivet.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) attribue à compter du 01/01/2017 la compétence transport aux nouvelles régions.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de cette loi, il a été décidé de procéder au transfert des abribus et poteaux d'arrêt du réseau départemental de transport à la région Occitanie.

Depuis plusieurs années, la commune réfléchit à une nouvelle implantation de l'abribus du Rivet. Celui-ci sera disposé à un nouvel emplacement, (voir document ci-joint).

La Commune se charge de réaliser une dalle et la Région fournit l'abribus, il s'agit d'un double abribus, compte tenu du nombre d'usagers à cet arrêt.

Comme le prévoit l'article L. 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, une autorisation du domaine public doit être délivrée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **AUTORISE** l'occupation du domaine public pour l'abribus implanté place du Rivet.

Objet : DEMATERIALISATION DES ACTES DES COLLECTIVITES – extension du périmètre

- Vu la loi 2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
- Vu le décret 2005-324 du 7 avril 2005 posant les principes de la télétransmission
- Vu la délibération de la CNIL 2006-056 dispensant les collectivités locales de déclaration
- Vu la délibération du 25 septembre 2008 portant dématérialisation des actes
- Vu la délibération n° 2011-084 du 28 novembre 2011 portant avenant à la convention,

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal le dispositif de transmission des actes au contrôle de légalité par voie électronique : il s'agit d'une procédure informatique « ACTES » qui est une chaîne de dématérialisation complète de transmission des documents à la préfecture intégrant le contrôle de légalité.

Désormais, à travers cette plateforme de dématérialisation, il sera possible d'envoyer les procédures d'urbanisme (utilisation du sol) et les marchés publics supérieurs à 209 000,00 €, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Madame le Maire donne lecture du projet d'avenant à la convention.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** le projet d'avenant à la convention pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer le projet d'avenant et tout document afférant à ce dossier.

Christian PATRICE : c'est un engrenage qui va se retourner contre la collectivité

OBJET : INDEMNITES POUR LE GARDIENNAGE DES EGLISES COMMUNALES

- Vu la circulaire n° NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987,
- Vu la circulaire n° NOR//D/11/21246/C du 29 juillet 2011,
- Vu le courrier de M. le Préfet en date du 15 mars 2018,
- Considérant que le gardiennage des églises de la commune de Saix est assuré par M. Emmanuel De Ducla pour la période allant du 1 janvier 2018 au 31 décembre 2018,

Madame le Maire propose au Conseil Municipal qu'une indemnité équivalente au plafond fixé par circulaire ministérielle lui soit attribuée, elle s'élève pour l'année 2018 à 479,86 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** le versement de l'indemnité de gardiennage des églises à M. Emmanuel De Ducla, pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, d'un montant de 479,86 €.

- **DIT** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget primitif du Budget Principal de la commune.

OBJET : ACQUISITION aux Consorts CAILLOL – Impasse des écoles

- Vu l'article L 2241-3 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu l'article L 2541-12-4° du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu l'article L 1212-3 Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- Vu l'article L 1311-13 du CGCT habilitant les maires, à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au bureau des hypothèques, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux passés en la forme administrative,
- Vu la délibération n° 2018-016 du 22/02/2018 portant vente à Mme AB DER HALDEN Impasse des écoles

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la collectivité, ainsi que Mme HOURMIERE et M. CAILLOL ont vendu, un ensemble de parcelles à Mme HALDEN pour un projet de cabinet de spécialistes, notamment en gynécologie.

La parcelle de M. CAILLOL, suite au bornage effectué par M. OFFROY, géomètre-expert, a été redessinée et il s'avère qu'une infime partie est aujourd'hui sur le domaine communal.

Aussi, la commune se propose, à titre de régularisation, d'acquérir cette parcelle, cadastrée section AP n° 489, d'une contenance de 2 ca.

Le vendeur a donné son accord pour une cession à la Commune à l'euro symbolique.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** l'acquisition de la parcelle AP 489,
- **APPROUVE** le prix d'achat tel qu'il a été fixé soit 1 €,
- **DIT** que cette parcelle est intégrée au domaine privé de la commune,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toute pièce afférente à ce dossier, et à rédiger l'acte administratif.

Etat des décisions

Mme DURA Geneviève	M. CAUQUIL Roger	Mme MALBREL Dominique	M. CHABBERT Frédéric
M. SORIANO Gérard	M. AMALRIC Olivier	Mme DUCEN Nadine	M. DELSALLE Maurice
Mme BENAZET Thérèse	M. THOMAS Michel	M. BELLES Jean-Pierre	M. PATRICE Christian
Mme BONAVENTURE Caroline	Mme SERENI Sandrine	Mme ESTEVE Anne- Marie	Mme MARTY Francette
M. CLUZEL Fabien	Mme CARLIER Marybel	Mme FABRES Claudine	Mme ORLANDINI Viviane
M. ARMENGAUD Jacques	M. DEFOULOUNOUX Gilles	M. PERES Philippe	